

Handicap en milieu scolaire.

L'Adapei 27 monte au créneau

L'association réclame un poste d'enseignant supplémentaire à l'Institut médico-éducatif (IME) René-Coutant à Évreux et l'ouverture d'une unité d'enseignement externalisée à l'école primaire du Château de Saint-André-de-l'Eure. En vain.

Aucun enfant en situation de handicap déscolarisé à la rentrée 2020 : telle était la promesse d'Emmanuel Macron lors de la conférence nationale du handicap en février dernier. Quelques mois après, l'arrière-goût est amer à Évreux. « **Dans l'Eure, de nombreux élèves n'ont pas un réel accès à l'école** », affirme dans un communiqué l'Adapei 27. À commencer par ceux de l'Institut médico-éducatif (IME) René-Coutant.

Une à deux heures de cours par semaine

L'établissement ne compte qu'un enseignant pour 37 élèves, âgés de 6 à 20 ans. Autrement dit, une à deux heures de cours par semaine. « **Ce qui est loin d'être suffisant**, déclare la directrice, Erna Willekens. **Cela fait deux ans que nous demandons la création d'un poste de professeur des écoles supplémentaire.** » À défaut de pouvoir mettre en place des classes spécialisées dans les écoles publiques d'Évreux. « **Cela est impossible à l'heure actuelle. Il n'y a pas de place dans les écoles de la ville en ce moment** », poursuit-elle.

« **Il leur faut beaucoup plus de temps de cours**, déclare exaspérée une parent d'élève de l'IME, qui préfère rester anonyme. **Ces enfants ont besoin de voir leur maîtresse ou leur maître plus souvent.** » Qui plus est après un confinement qui a conduit à la fermeture temporaire de l'IME. « **Il faut un autre enseignant**, répète cette mère de famille. **Ce sont de mauvaises conditions pour tout le monde.** »

« **Les besoins sont là mais il n'y a pas de moyens** », déplore Erna Willekens. La directrice dit ne pas blâmer l'inspection académique mais les sphères supérieures de l'État. « **Le Président dit que tous les enfants ont droit à une scolarité mais une à deux heures de cours par semaine, ce n'est pas une vraie scolarité**, assène-t-elle. **On demande que l'État respecte ses engagements et se donne les moyens de le faire, en créant de nouveaux postes. C'est quand même dommage que cela ne puisse pas se concrétiser alors que les élus, les directeurs d'école et les équipes enseignantes sur place sont d'accord.** »

Outre des postes, l'Adapei 27 réclame également la création d'une UE (unité d'enseignement) externalisée au sein de l'école primaire du Château à Saint-André-de-l'Eure, dans l'agglomération d'Évreux. Un dispositif médico-social qui permettrait aux enfants qui ont des besoins particuliers d'être scolarisés avec les autres et non plus enfermés « **entre eux** », explique Jacques Serpette, directeur général de l'Adapei 27. « **Nous avons sollicité l'Éducation nationale dans un courrier en octobre 2019. Personne n'y a répondu.** »

50 enfants sur liste d'attente

Toutefois, une délégation a été reçue mi-septembre par l'Inspection académique d'Évreux. « **On nous a dit qu'il n'y aurait pas de poste.** » Inacceptable pour Jacques Serpette. « **On leur a expliqué la démarche pour soumettre le projet. Il faut qu'ils présentent une demande officielle qui sera étudiée pour un poste à la rentrée 2021** », rapporte de son côté Alexandra Genreau, responsable de la communication à l'Inspection académique.

Mais pour les responsables de l'Adapei 27, la situation reste dramatique. « **Il y a 50 enfants à Évreux et sa couronne qui sont sur la liste d'attente d'établissements spécialisés. Des enfants qui ont besoin d'un accompagnement** », alerte Erna Willekens. Une question de moyens (financiers), encore et toujours, mais pas que. D'après Jacques Serpette, c'est tout le système éducatif qu'il faudrait réformer, dans ce pays « **très en retard** » qu'est la France dans le domaine de l'inclusion scolaire (lire ci-contre) du handicap.

Camille Langlade



Jacques Serpette, directeur général de l'Adapei 27 et Erna Willekens, directrice de l'Institut médico-éducatif (IME) René-Coutant à Évreux souhaitent une meilleure prise en charge scolaire des enfants en situation de handicap.